

[Texte]

who might in any way be able to touch on those particular votes. What I would propose to do, if it is satisfactory to you, after these opening remarks and any general questions you have, is I would like your permission to be able to go to the meeting I am supposed to be hosting. But before doing so I would like to tell you in general, just so you will understand, we are presently in the process of preparing documents for Cabinet dealing with Canada-U.S. trade and our multilateral trade bearing on the up-coming GATT negotiations, which we expect to start in about two years—but I think you all know better than I do that you need quite a lead time for those discussions. That therefore makes it very difficult for me to discuss anything respecting those two items at this time, because they are presently going before Cabinet to see what policy the government wishes to adopt on those matters. Consequently I have instructed my staff that, based on the new guidelines which not all of you may agree with, they are not in a position to discuss the policy. They have had a hand in preparing those documents and since they are presently going before Cabinet I would not want . . .

• 2005

The Chairman: Will they be able to defend properly the estimates before us?

Mr. Kelleher: Oh, yes.

The Chairman: And they will be able to answer all questions, guidelines or no guidelines.

Mr. Kelleher: Oh yes, dealing with votes 10b and 25b.

The Chairman: Is that 5b and 10b?

Mr. Kelleher: That is 10b and 25b, Mr. Chairman. At least that is what it says on your . . .

The Chairman: It is 10b and 25b, yes.

Mr. Kelleher: That is what we have been preparing for. There is no problem with that. The only caution I would add, Mr. Chairman, is that if the discussion goes so far and you want to put direct questions to them on what our policy is with those items, then I have instructed them that they do not have my authority to discuss them.

The Chairman: I am not quite sure what you mean there. On those items that are before us they have your authority to discuss them in full.

Mr. Kelleher: Yes.

The Chairman: Well, that is the only thing before us.

Mr. Kelleher: That is right, but I would not want the questions on those items leading into a discussion of Canada—U.S. trade policy or the upcoming GATT . . .

[Traduction]

qui pourraient répondre aux questions que vous auriez à poser sur ces crédits. Si cela vous convient, je me propose, après ces remarques liminaires, et après avoir répondu à quelques questions d'ordre général, je me propose donc de vous quitter pour me rendre à la réunion dont je suis censé être l'hôte. Mais auparavant, pour votre gouverne, j'aimerais vous expliquer en gros que nous sommes en train de préparer des documents, au cabinet, portant sur les relations commerciales entre les États-Unis et le Canada et sur notre commerce multilatéral ayant des répercussions sur les négociations prochaines du GATT, négociations qui doivent débiter dans quelque deux ans, mais que nous devons préparer de longue haleine par de nombreuses discussions, comme vous le savez bien. Je me vois donc dans l'impossibilité de discuter quoi que ce soit ayant trait à ces deux crédits particuliers, puisqu'ils font actuellement l'objet de documents qui sont à l'étude au cabinet, afin que l'on puisse déterminer quelle politique le gouvernement désire adopter à cet égard. J'ai donc prévenu mon personnel que, conformément aux nouvelles lignes directrices avec lesquelles vous n'êtes peut-être pas tous d'accord, ils ne sont pas en mesure de discuter la politique. Comme ils ont participé à la préparation de ces documents qui sont actuellement à l'étude au cabinet, je ne voudrais pas . . .

Le président: Seront-ils en mesure de défendre comme il le faut votre budget?

M. Kelleher: Certes.

Le président: Mais lignes directrices ou pas, pourront-ils vraiment répondre à toutes nos questions?

M. Kelleher: Certainement, à toutes celles qui porteront sur les crédits 10b et 25b.

Le président: Avez-vous dit 5b et 10b?

M. Kelleher: Monsieur le président, il s'agit des crédits 10b et 25b, du moins d'après ce que dit votre . . .

Le président: Ah oui, ce sont bien les crédits 10b et 25b.

M. Kelleher: C'est bien pour ces deux-là que nous nous sommes préparés. Cela ne suscite aucun problème pour nous. Monsieur le président, j'aurais une seule réserve, cependant: si, dans le feu de la discussion, on allait jusqu'à leur poser des questions directes sur notre politique à cet égard, je leur ai fait savoir que je ne les autorisais pas à en discuter.

Le président: Je ne comprends pas très bien. Vous les avez autorisés à discuter pleinement les crédits qui sont à l'étude aujourd'hui.

M. Kelleher: Certainement.

Le président: Eh bien, c'est la seule chose que nous devons étudier.

M. Kelleher: C'est exact, mais je ne voudrais pas que les questions puissent mener à une discussion sur la politique commerciale entre le Canada et les États-Unis, ou sur les prochaines négociations du GATT . . .